

Nombre de conseillers

En exercice : 33

Présents : 25

Votants : 28

Date de la convocation : 24 juin 2022

N° 22.07.04.09

L'an deux mille vingt-deux, le 4 du mois de juillet, le Conseil municipal de la Commune de JUVIGNAC, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents et adressée au moins cinq jours francs avant la présente séance, s'est réuni en session ordinaire sous la Présidence de Monsieur le Maire.

PRÉSENTS : M. SAVY, M. BOUSQUEL, Mme MERLET, M. GRAVIER, Mme TAILLADES, M. ROESCH, Mme HURLIN, M. BELENUS, Mme BLO, M. LAN SUN LUK, M. DE CHAMBRUN, Mme MARREY, Mme MOURIES, Mme DE LAMOTTE, Mme PLAYS, M. CASTELL, Mme GUITARD, M. N'ZENGUI, M. PARPILLON, Mme WEBER, Mme VELAY, M. GALIBERT, M. GROS, M. THIRY, M. TALBOT

ABSENTS : M. LECOQ, M. GIORDAN, M. LOPEZ, M. SEBBAK, Mme BOULANGEAT

PROCURATIONS : Mme DAMAIS en faveur de Mme PLAYS
Mme VIDAL en faveur de M. BELENUS
Mme DRU en faveur de M. SAVY

Préservation et valorisation du patrimoine

PROTECTION DES ABORDS DU DOMAINE DE CAUNELLES ET DU DOMAINE DU CHATEAU DE BONNIER DE LA MOSSON, PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

CREATION DE PERIMETRES DELIMITES DES ABORDS (PDA)

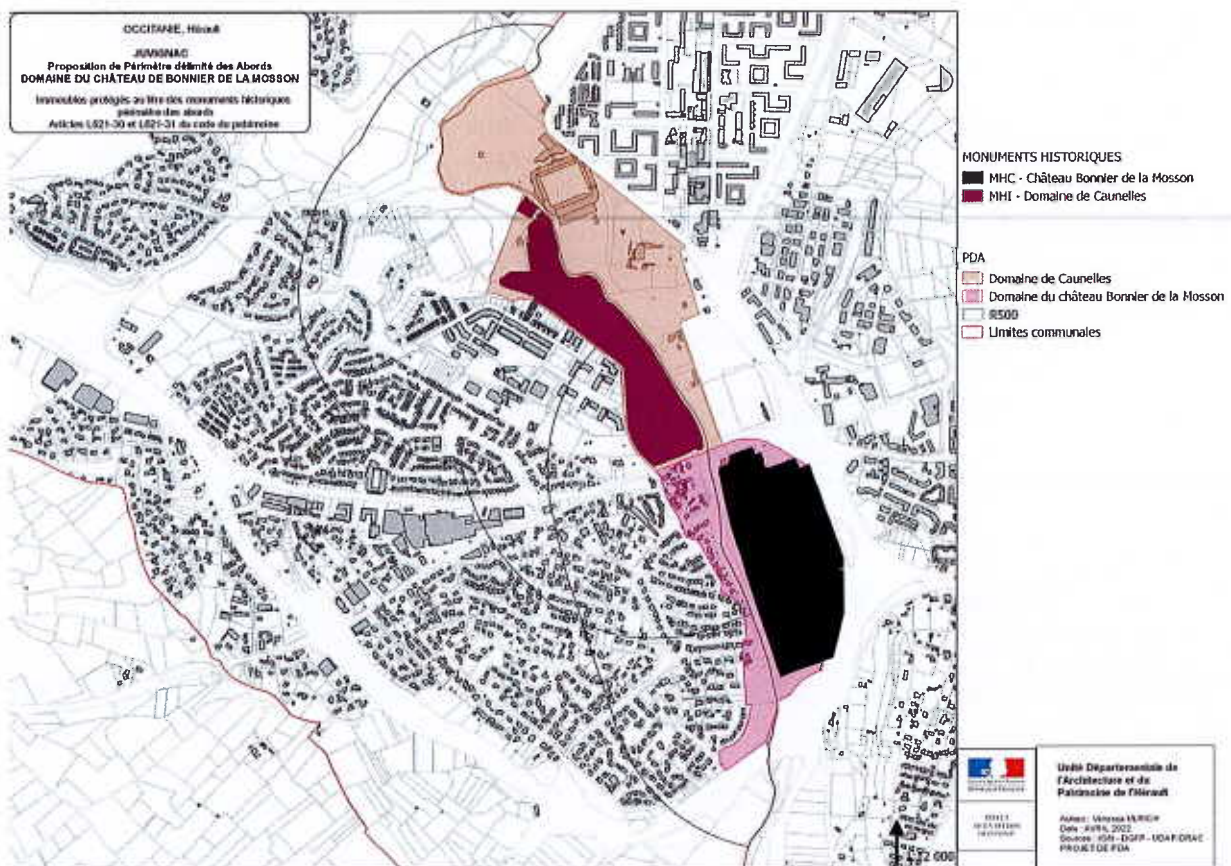
Rapporteur : Monsieur Gaëtan LAN SUN LUK

Monsieur Gaëtan LAN SUN LUK, adjoint délégué à l'Aménagement du territoire, la Production locale et l'Attractivité économique, rapporteur expose aux membres de l'assemblée que la Ville de JUVIGNAC bénéficie de l'existence de trois monuments historiques protégés, sur son territoire ou à proximité, qui contribuent par leur présence à affirmer l'identité et la valeur patrimoniale de son territoire. Il s'agit du

domaine de CAUNELLES, du château de L'ENGARRAN et le domaine du Château de BONNIER DE LA MOSSON.

En premier lieu, protégé au titre des monuments historiques par arrêté ministériel du 18 novembre 2003 (monument classé), le domaine du Château de BONNIER DE LA MOSSON bénéficie d'un périmètre de protection dit « des 500 mètres » à ses abords.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, l'architecte des bâtiments de France proposait à la ville le 09 mai 2022 de **circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité**. Ce périmètre est dénommé « périmètre délimité des abords » (PDA).

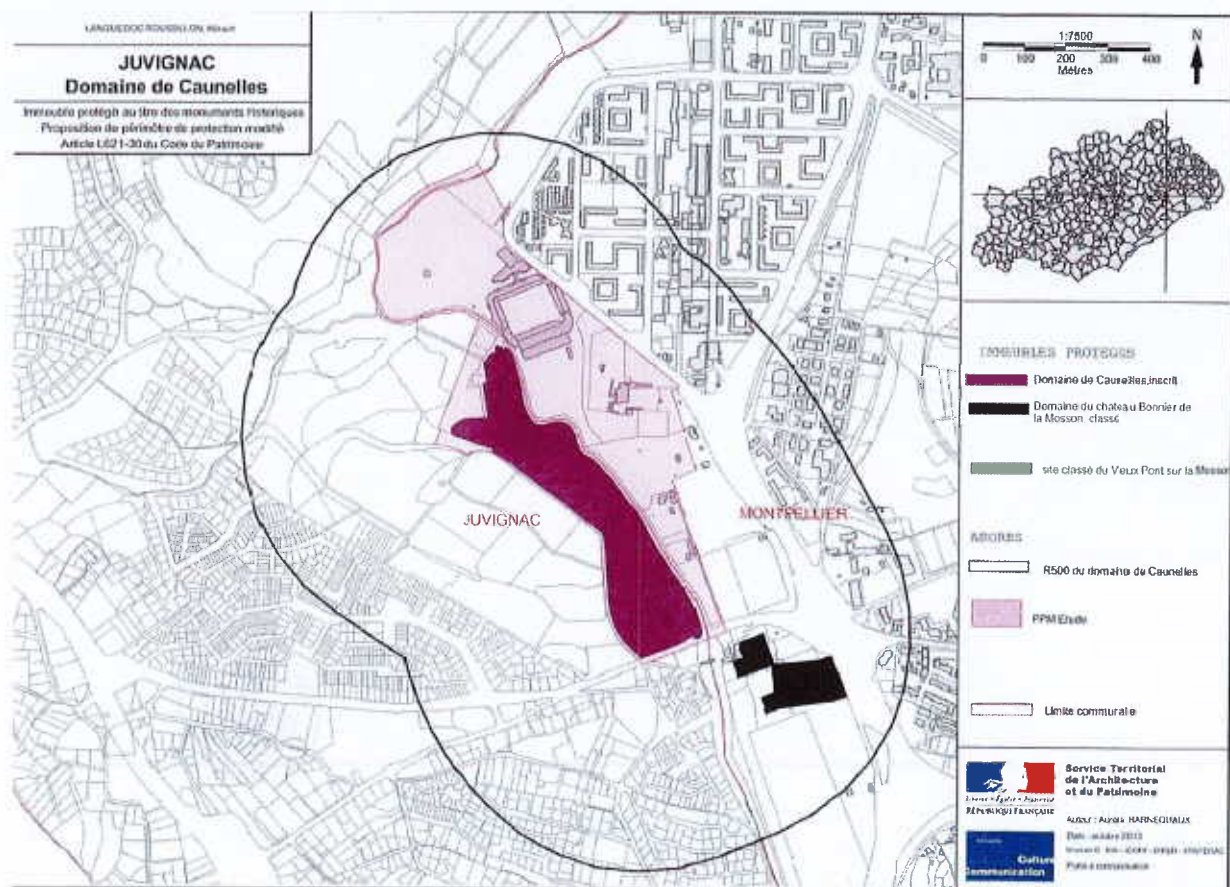


Le projet de périmètre délimité des abords (PDA) concorde avec la coulée verte de part et d'autre des berges de la Mosson, en prenant en compte les limites tangibles que constituent la route de Lodève, reliant Montpellier à Juvignac, la RD65, qui représente une coupure avec le quartier de Celleneuve, la N109 constituant la limite urbaine sud de Juvignac. Le nouveau périmètre exclut des zones pavillonnaires construites à partir des années soixante-dix, sur lesquelles l'avis de l'architecte des bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords du domaine du château de Bonnier de la Mosson.

Ce périmètre est également relié à celui du domaine de CAUNELLES dans l'optique de la définition ultérieure du rôle que pourront jouer la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur, à savoir un rôle fédérateur potentiel pour le réseau hydrographique mais également les projets urbains de JUVIGNAC et de MONTPELLIER.

En second lieu, protégé au titre des monuments historiques par arrêté ministériel du 20 avril 2006 (monument inscrit), le domaine de CAUNELLES bénéficie d'un périmètre de protection dit « des 500 mètres » à ses abords.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, l'architecte des bâtiments de France proposait le 07 novembre 2013 de circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité.



Le périmètre de protection modifié concorde à la coulée verte de part et d'autre des berges de la Mosson dans laquelle prennent place aujourd'hui plusieurs équipements sportifs et ludiques. Il exclut les quartiers des Constellations et de la Paillade, au sein desquels l'avis de l'architecte des bâtiments de France a peu d'impact pour la qualité des abords du domaine de CAUNELLES.

Ce périmètre est relié à celui du domaine de domaine du château BONNIER DE LA MOSSON dans l'optique de la définition ultérieure du rôle de la Mosson et des anciens domaines agricoles dans l'aménagement de ce secteur : rôle fédérateur potentiel pour le réseau hydrographique mais également les projets urbains de JUVIGNAC et de MONTPELLIER.

Si la Ville de JUVIGNAC avait déjà délibéré le 17 décembre 2014 pour valider l'arrêt de ce nouveau périmètre de protection modifié (PPM), la procédure n'a quant à elle jamais été menée à son terme, notamment par la réalisation d'une enquête publique.

La Ville est attachée rendre plus pertinents les périmètres de protection dit « des 500 mètres » du domaine BONNIER DE LA MOSSON et du domaine de CAUNELLES, périmètres au sein desquels l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) doit être recueilli pour toute demande d'autorisation de travaux.

IL EST DONC PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L. 2121-22,
Après avoir entendu l'exposé des motifs précédents ;

D'APPROUVER la création des deux périmètres de protections des abords du domaine de CAUNELLES et du domaine du château de BONNIER DE LA MOSSON, protégés au titre des monuments historiques, tels que décrits dans les plans et notices justificative, joints en annexe de la présente délibération.

D'AUTORISER le Maire, ou son représentant habilité à cet effet, à prendre toutes dispositions et à signer tout acte et document rendu nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an sus dits.

Le Maire,

Jean-Luc SAVY



La présente délibération peut dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication, ou de son affichage, faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER